

Extrait de «Dictature et révolution»
d'après l'ouvrage publié aux Editions du Monde Libertaire
pages 47 à 50 - 1986

«L'humanité s'est laissée longtemps, trop longtemps gouverner, et la source de ses malaises ne réside pas dans le fait de telle ou telle autre forme de gouvernement, mais dans le principe et dans le fait même du gouvernement, quel qu'il soit ».

Ainsi s'exprimait Bakounine dès 1871. Et rien n'a démontré que Bakounine avait tort, ni le cours des années depuis ce moment-là jusqu'à aujourd'hui ni l'évolution, qui à nos esprits angoissés a semblé encore plus longue, de la guerre mondiale; ils ont même démontré le contraire, ont validé et mis en évidence cette profonde vérité.

Dans cette vérité réside la base fondamentale, la caractéristique principale de l'anarchisme. Voilà pourquoi les anarchistes, à quelques exceptions près, ne sont pas tombés, pendant la guerre, dans l'erreur d'oublier que la paix des gouvernements n'aurait jamais pu être la paix des peuples. En réalité, si les anarchistes étaient opposés à la guerre, ce n'était pas parce qu'il s'agissait d'une «guerre», mais parce qu'elle n'était pas leur guerre, la guerre pour la liberté et pour le prolétariat.

La lutte contre l'Etat, ainsi que la lutte contre toute forme d'autorité coercitive et violente de l'homme sur l'homme, au nom de la liberté individuelle, pour la formation d'une société nouvelle fondée sur l'entraide: voilà la raison d'être de l'anarchisme. Car les anarchistes étant des socialistes, ils ont aussi la fonction de combattre le capitalisme «ça va sans dire» (en français dans le texte); mais leur fonction spécifique, en tant qu'anarchistes, est de combattre l'autorité étatique, non seulement dans ses manifestations en ce qui concerne le régime capitaliste, mais aussi dans sa propre nature de pouvoir gouvernemental.

Si on n'exerce pas cette fonction, on pourra être démocrate, socialiste, syndicaliste, ce que l'on voudra, mais l'on ne pourra jamais être anarchiste.

Si ces idées sur l'Etat et sur la fonction de l'anarchisme n'étaient qu'une exhumation doctrinaire, en dehors de toute réalité, et à caractère purement spéculatif, on aurait alors bien raison de les ignorer, pendant que tout un monde s'écroule autour de nous, dans la crise la plus grave que l'humanité ait jusqu'ici connue. Mais il s'agit d'idées dont la démonstration pratique est faite jour par jour, et desquelles peut surgir, selon qu'on les pratiquent ou non, une ligne de conduite bonne ou mauvaise. Elles constituent, pour ainsi dire, la boussole qui aiderait à se diriger dans la tempête, à éviter les écueils et le naufrage, vers le port calme de la véritable paix humaine.

L'idée anarchiste, anti-étatique et révolutionnaire, est le meilleur guide pour une action vraiment efficace, dans l'immédiat ou dans le futur, pour délivrer le prolétariat de son état d'esclavage; et dans le même temps, elle constitue le meilleur point de vue pour juger les événements et les situations qui se succèdent et évoluent au fur et à mesure sous nos yeux. Ceux qui, pendant la guerre, ne possédaient pas ou bien avaient perdu cette boussole, se sont trouvés désorientés, ils ne voyaient plus la réalité dans son ensemble, ou bien en la perdant de vue, ils ne savaient plus eux-mêmes ce qu'ils voulaient et cédaient tour à tour aux suggestions les plus disparates du moment comme des bateaux sans rames et sans timon, que les vents et les vagues poussent tantôt à droite et tantôt à gauche.

En plus de ceux qui s'étaient fait les partisans des gouvernements belligérants, en succombant ainsi au pire des naufrages, d'autres ont dévié dans le sens opposé. Certains, émus par la voix sympathique et si humaine de Romain Rolland, rêvaient de la possibilité d'une paix combinée par les gouvernements. D'autres, qui admiraient avec raison la courageuse initiative socialiste de Zimmerwald et Kienthal (qui possédaient en effet une extraordinaire valeur morale et civique) ne s'étaient cependant pas aperçus que «Zimmerwald a voulu reconduire l'Internationale à ce qu'elle était avant 1914(1)» et y adhèrent de

bon cœur. Et cela malgré le fait qu'à Kienthal, la tactique autoritaire et de conquête du pouvoir politique, qui avait en partie causé la faillite de l'Internationale socialiste en 1914, eut été reconfirmée. Et je ne parle pas de ceux qui, après une insuffisante évaluation du problème de l'Etat, et animés par les dernières illusions sur la démocratie de leur propre pays, ont fait croire pour un instant, sur la fin de 1918, que la défense de la liberté pouvait, par exemple, s'identifier, en France, avec la défense d'un ministre sans scrupules comme Malvy, lequel s'était aidé, contre la classe ouvrière et pour corrompre les hommes, des pires systèmes d'espionnage, de trafic d'influences et de chantage. D'autres encore avaient réduit tout leur esprit révolutionnaire aux termes minimales de l'intransigeance socialiste dans l'orbite de la politique étatique, en s'arrêtant aux idées de Marx et de Jaurès.

Toutes ces conséquences de la désorientation produite par la guerre, et par la nonchalance et l'oubli du problème étatique, ne sont plus visibles maintenant, car elles ont cessé ou bien se sont résolues d'elles-mêmes, ou on été dépassées ou annulées par d'autres événements. Même le socialisme de Zimmerwald, cette lumière qui brilla un moment si vivement et bénéfiquement, aujourd'hui a pâli et n'a plus qu'une valeur de souvenir historique. La révolution russe, par son développement renversant, l'a dépassé.

Mais la révolution russe elle-même, par le prestige de son succès et le climat de mystère dans lequel l'a tenue enveloppée pendant trois ans le bloc imbécile de la bourgeoisie occidentale, a propagé dans le monde, sous une autre forme, l'erreur autoritaire et étatique. L'expérimentation de la «*dictature prolétaire*» qui, en Russie, n'est pas encore achevée, a déjà, pour beaucoup de révolutionnaires la valeur d'une vérité acquise et définitive, et ils acceptent (et parmi eux beaucoup qui auparavant la repoussaient) sans autre forme de procès, l'idée de l'Etat en tant qu'instrument révolutionnaire.

La révolution russe les a enivrés de joie, comme elle nous a du reste tous enivrés. Mais une évaluation insuffisante du problème de l'Etat les empêche de voir clair dans les grands événements de l'orient européen. Et à cause de cela, ils ont perdu de vue le véritable intérêt de toute révolution, c'est-à-dire celui de rester libre de tout lien légal et étatique. Esclaves du fait accompli, ils ne s'aperçoivent pas que c'est justement dans les faits que réside la démonstration que la conquête du pouvoir peut avoir des conséquences antirévolutionnaires, et ce malgré les intentions les plus révolutionnaires des hommes montés au pouvoir. Car chaque gouvernement est un principe de réaction, même s'il se dit démocratique, ouvrier et socialiste. Les gouvernants les mieux intentionnés à servir la révolution sont condamnés à l'impuissance ou même à agir, la plupart du temps, en contradiction avec leurs propres idées.

La révolution sociale par l'Etat est une contradiction dans les termes, car il ne s'agit pas de substituer une dénomination par une autre, comme dans les révolutions passées, mais d'abolir toute domination de l'homme sur l'homme, et c'est donc le pouvoir gouvernemental qu'il s'agit d'abolir, et donc de combattre comme un ennemi. La révolution consiste donc en une lutte continuelle contre l'Etat, tant qu'il existe et quelle que soit la forme qu'il revêt; elle consiste à en empêcher le fonctionnement et à en diminuer au maximum le pouvoir et certainement pas à lui confier les fonctions les plus délicates de la vie sociale et le développement de cette même révolution, qui devrait le détruire.

La dictature qui est la forme de gouvernement absolu et centralisé, même quand elle prend le nom de dictature prolétarienne ou révolutionnaire, est donc la négation en puissance de la révolution. Après avoir abattu les anciennes dominations, c'est encore l'Etat- tyran qui renaît de ses cendres.

Luigi FABBRI
(1920)

(1) Paroles de Malatesta dans une lettre à A. Borghi ; voir *Guerra di Classe* de Florence du 11 novembre 1917.